



Déclaration de l'UNSA Education au CDEN du 15/09/2022

Madame la préfète, Mme la DASEN, Monsieur le président du conseil départemental
Mesdames et messieurs les membres du CDEN

Chaque rentrée possède ses spécificités mais celle-ci très particulière a bénéficié d'une couverture médiatique inédite.

A la satisfaction de tous, la situation sanitaire a permis une rentrée sans masque, ni protection particulière ou restriction. C'est évidemment une bonne chose qui permet à l'école de retrouver un visage plus humain. L'UNSA espère tout de même que les erreurs passées serviront de leçons alors que l'épidémie repart dans notre département.

Cependant l'intérêt des médias pour cette rentrée a surtout tenu à la désaffection de nos métiers et aux manques de personnels que nous connaissons.

Nous pourrions lister l'ensemble des personnels de l'éducation car si la loupe est mise sur les enseignants, le manque de candidats touchent également les inspecteurs, les chefs d'établissement, personnels santé, sociaux, les AESH, les administratifs...

Tout ceci ne nous surprend pas car nous alertons depuis très longtemps sur le déclassement de nos carrières mais aussi sur le travail de sape qui conduit beaucoup de jeunes à se détourner de l'éducation nationale et plus globalement du service public.

Pour les enseignants, un recrutement à bac +5, avec des salaires en proportion très bas, couplé à une mobilité imposée agissent comme un repoussoir.

Les nombreuses difficultés de recrutement se retrouvent également pour les AESH. Ce n'est pas étonnant quand on connaît leur condition d'exercice, temps partiel subi qui les maintient au-dessous du seuil de pauvreté, multiplication du nombre d'élèves accompagnés, affectation à géométrie variable en cours d'année pour répondre aux besoins les plus criants.

Ces personnels exerçant un vrai métier ont droit à un vrai statut sur des temps complets.

Dans notre département, 9 d'entre eux, ont eu la surprise de ne pas recevoir de salaire ce mois-ci suite à une erreur de l'administration qui visiblement ne peut pas les aider à faire face aux dépenses du quotidien.

L'école inclusive que défend l'Unsa-Education nécessite un accompagnement de l'enfant et non de l'élève englobant l'ensemble des temps de vie en lien avec l'école.

Cela n'est possible qu'avec l'implication de tous les acteurs et une volonté interministérielle.

Les AESH pourraient être alors au centre des dispositifs et assurer la continuité des actions.

Beaucoup trop de jeunes se retrouvent sans solutions devant le manque de places dans les établissements médico sociaux. Les écoles se retrouvent seules pour faire vivre la loi de 2005. La branche sur laquelle l'école inclusive repose va rompre.

Ceci compte aussi dans le désarroi des équipes éducatives et constitue un des moteurs de la désaffection du métier.

Le président de la République a dressé un constat amer, voire cynique de l'Ecole sans pour autant questionner les causes endogènes des cinq années d'un premier quinquennat marqué par un train de réformes, une juxtaposition de dispositifs, une multiplication d'expérimentations, une profusion d'injonctions descendantes...

On ne décrète pas l'attractivité d'un métier, on la construit notamment :

- en revalorisant les salaires de tous sur l'ensemble la carrière. La dureté du métier est telle que tout autre décision serait vécue comme une punition.
- en garantissant la mobilité géographique. Il est inacceptable d'obliger des collègues à démissionner parce qu'ils sont séparés de leur conjoint depuis 6 ou 7 ans ou nommés à plus d'1h30 de chez eux. On force sciemment les enseignants à choisir entre leur famille et leur métier.
- en améliorant les conditions d'exercice. C'est indispensable pour redonner aux équipes les moyens de travailler sereinement.

Les dernière annonces hors-sol de notre ministre à propos de la surveillance de la pause méridienne nous prouve bien la méconnaissance de notre métier. Il n'est pas question de rajouter des missions supplémentaires mais bien de revaloriser notre salaire et de rémunérer toutes les missions qui ne le sont pas actuellement.

Sur la carte scolaire 1^{er} degré, L'UNSA Education constate le recours grandissant aux contractuels tout en essayant de faire porter le chapeau aux collègues qui pour certains, après 12 ans d'attente ont selon vos paroles, Mme la DASEN, bénéficié d'une mutation anticipée ! Non les contractuels ne sont pas recrutés parce que des collègues ont enfin pu rejoindre leur famille mais bien par le manque d'ouverture de postes au concours. Pour la deuxième année, malgré l'appel à la liste complémentaire que l'UNSA a réclamé dès le mois de juin il manque toujours des enseignants. Nous peinons, également, à recruter des contractuels mais peut-on leur en vouloir quand on sait que depuis 3 ans ils n'ont pas touché les frais de déplacement qui leur sont dus ?

Donc non, ce n'est pas une rentrée qui s'est bien passée et avoir un adulte dans chaque classe ne veut pas dire que chaque élève a un enseignant en face de lui.

Nous sommes conscients que Rome ne s'est pas faite en 1 jour. Cependant, c'est dès maintenant, alors que la crise du recrutement alerte, que des signaux forts doivent être envoyés.

L'école de l'égalité des droits et qui contribue à l'ascension sociale ne peut se faire sans moyens dédiés et volonté politique forte.

Nous vous remercions.